



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Pour-imposer-ses-projets-ecocides-l-Etat-reprime>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°64 > **Pour imposer ses projets écocides, l'État réprime et tue**

7 mai 2015

Pour imposer ses projets écocides, l'État réprime et tue

Alors que nous nous préparions à commémorer le décès de Sébastien, qui a été ou aurait pu être notre compagnon de lutte, mort à 22 ans à Avricourt en Lorraine le 7 novembre 2004, renversé par la locomotive d'un convoi de déchets nucléaires mortifères d'Areva, l'État policier prenait la vie de Rémi Fraisse le 27 octobre dernier. Il le faisait de la même façon qu'il avait pris celle de Vital Michalon, tué au cours d'une grande manifestation antinucléaire contre Superphénix à Malville en 1977, par une grenade offensive. Triste coïncidence, hasard du calendrier... Passé le choc, on est rattrapé par la réalité : aujourd'hui comme il y a 40 ans, on peut mourir de son engagement pour la planète. Parce qu'on était là ce jour-là, au mauvais moment, au mauvais endroit ? Pas si sûr...

Des blessures et des meurtres qui ne sont pas des bavures

De Malville au Testet (contre le barrage de Sivens), en passant par Notre-Dame-des-Landes et Le Chefresnes (contre la ligne Très Haute Tension Cotentin-Maine), la liste des luttes marquées par des morts ou des blessés graves est longue. Le constat est clair : pour imposer ses grands projets inutiles, l'État fait réprimer dans le sang les défenseurs de l'environnement. Celles et ceux qui étaient présents au camp de Montabot en 2012 près du Chefresnes (plus de 20 blessé-e-s) ou sur la ZAD du Testet peuvent en témoigner : il y a des soirs où dans les champs il faut éviter le déferlement de grenades assourdissantes ou de désencerclement, au risque de se retrouver avec des éclats dans les tibias, un œil crevé ou pire... de perdre la vie.

Grands médias et autres commentateurs zélés tentent de nous faire croire que ces situations seraient de simples accidents. La revue Z, qui consacrait dernièrement un dossier à la lutte contre le "permis de tuer", a, elle, une toute autre analyse. Ni dérapages, ni bavures, ces blessures et meurtres sont le résultat de pratiques du maintien de l'ordre qui se sont généralisées [1].

Depuis le début des années 2000, la France connaît une généralisation de l'utilisation des grenades de désencerclement et du taser, et de l'emploi des hélicoptères. Elle a adopté 17 lois sécuritaires, expérimenté la garde à vue à ciel ouvert, créé des "zones de sécurité prioritaires", mis en place une délimitation de territoires jugés à risques qui facilite la mise en place de police d'exception...



De l'art de gouverner un système et des technologies contestés... [2]

La France exporte même son "expérience" dans le monde entier et est devenue une spécialiste de la gestion des conflits sociaux [3] et de ces pratiques sécuritaires qui faisaient la fierté de Michèle Alliot-Marie en 2011. À l'époque, l'Afrique du nord connaissait son "printemps arabe" et la ministre des Affaires étrangères avait déclaré : "le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, permet de régler des situations sécuritaires de ce type". "C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays [l'Algérie et la Tunisie] de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité."

Face à la violence d'État : convergence et solidarité entre les luttes !

Alors que les zones à défendre se multiplient et que les occupations et réappropriations de territoires se développent comme mode de lutte contre les grands projets inutiles imposés et face à l'intensification de la répression autour des ZAD, le besoin de convergence et de solidarité entre les luttes et les modes d'actions devient de plus en plus prégnant pour contrer la violence d'État.

Laura Hameaux

Notes

[1] Z, revue itinérante d'enquête et de critique sociale, n°8 Vénissieux, été 2014. Dossier sur les crimes policiers "Ceci n'est pas une bavure".

[2] Nous vous conseillons la lecture du livre de Sezin Topçu, La France nucléaire : l'art de gouverner une technologie contestée, Éditions du Seuil, 2013.

[3] Toutes les polices du monde viennent en effet étudier en France ses tactiques et ses techniques de maintien de l'ordre. Lire à ce sujet l'enquête de David Dufresnes, Forces de l'ordre, Éd. Hachette, 2007.